



Rapprochons Rome de Genève

Par **Bénédicte Hermelin, directrice du GRET**
& **Jean-Louis Vielajus, délégué général du CFSI**

Du 3 au 5 juin, comme tous les ans à la même époque, se tient à Rome sous l'auspice de la FAO une conférence sur la sécurité alimentaire. Elle aurait pu, comme d'habitude, passer inaperçue, mais la flambée des prix sur les marchés alimentaires a remis en lumière l'impérieuse nécessité de s'attaquer de front au problème de la faim. Le Président Sarkozy a annoncé le 18 avril qu'il se rendrait à Rome pour y présenter un Partenariat Mondial pour l'Agriculture et l'Alimentation. Ce partenariat ambitieux vise à aider les pays à « développer une agriculture vivrière, qui permette à leur population de vivre des produits de leur agriculture plutôt que de les condamner à la monoculture pour exporter ». Enfin ! Enfin les grands dirigeants s'intéressent au sort de ces millions de personnes qui souffrent de la faim, et soulignent la nécessité de miser sur le développement de l'agriculture vivrière, rejoignant ainsi les organisations paysannes et les ONG, qui depuis des années, plaident pour un appui à l'agriculture vivrière des pays pauvres.

Depuis près de trente ans, en effet, la doctrine était des plus claires. Les pays pauvres étaient incités à s'approvisionner sur les marchés internationaux pour nourrir à bas prix les villes. Ce compromis international, sous-tendu par la théorie des avantages comparatifs présentait justement des avantages pour certains : la possibilité de brader les surplus alimentaires pour les pays riches ; et la garantie d'une paix sociale dans les grandes villes pour les pays pauvres.

Rappelons que cette option a conduit à appauvrir systématiquement des centaines de millions de petits producteurs agricoles des pays en développement. Sur les 850 millions de personnes souffrant de la faim avant le déclenchement de la crise actuelle, 600 millions étaient des paysans. Que des paysans aient faim est paradoxal, mais c'est une réalité depuis des années, une crise muette et peu visible. Bien plus visibles, les émeutes actuelles ont pour effet une volonté renouvelée de changer le cours des choses.

Mais pour que ce partenariat mondial ait quelque chance d'effacer la crise que l'on connaît aujourd'hui, il faut aussi s'intéresser aux échanges agricoles internationaux.

On ne pourra assurer une alimentation durable au monde sans remettre à plat les règles du commerce international des produits agricoles. L'accord agricole de l'OMC, appliqué depuis 1995, vise à libéraliser les échanges agricoles. De l'ouverture des frontières à l'impossibilité de recourir à des instruments de gestion des marchés agricoles nationaux, tout conduit les pays pauvres à importer leur alimentation, sans aucun moyen de mettre en place une politique agricole qui soutienne leurs propres paysans. Tant que les marchés nationaux ne seront pas mis à l'abri des fluctuations du cours mondial des produits de base, les paysans nationaux n'auront aucun intérêt à investir dans leur propre agriculture et continueront à survivre sans chercher à développer leur outil de production. Conclusion : il faut redonner les marges de manœuvre pour des politiques agricoles qui protègent les agricultures locales avant de parler de nouveaux prêts, de nouvelles technologies ou de chaîne de valeur agricole.

Mais redonner des marges de manœuvre politiques se décide non pas à Rome, mais à Genève, siège de l'Organisation Mondiale du Commerce. Et justement, en ce moment, les discussions s'intensifient à l'OMC. Les mêmes acteurs, France et Union européenne comprises, qui se rassemblent à Rome au plus haut niveau pour décider d'un nécessaire soutien à l'agriculture vivrière, discutent à Genève d'une accélération de la libéralisation du commerce agricole et le démantèlement des politiques agricoles.

De Rome à Genève, la distance semble proche à l'échelle du monde. Elle est pourtant si grande aujourd'hui que les efforts de la communauté internationale pour lutter contre la faim seront annihilés par les discussions commerciales de la même communauté. Pour éviter cette incohérence, rapprochons Rome de Genève.

Contact Presse CFSI :

Typhaine DIOUF - Tél. : 01 44 83 88 53 - Email : communication@cfsi.asso.fr

CFSI, DURABLEMENT CONTRE LA FAIM

**Comité Français pour la
Solidarité Internationale**

32, rue Le Peletier
75009 Paris - France

Tél. : 33 (0) 1 44 83 88 50
Fax : 33 (0) 1 44 83 88 79

e.mail : info@cfsi.asso.fr
Site : www.cfsi.asso.fr

CCP 2327 K Paris
Association reconnue
d'utilité publique,
créée en 1960.



PRIX 2007 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "INFORMATION DU PUBLIC
SUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE
POUR LE DÉVELOPPEMENT" POUR LE
PROGRAMME ALIMENTAIRE.

PRIX 2001 DU HAUT CONSEIL
DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE,
CATÉGORIE "ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET
FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT"
POUR LE PROJET KAFO JIGINEW,
LA BANQUE DES PAYSANS AU MALI.